

«La compétitivité au service du bien-être»

Dans le cadre de notre doublepage publiée samedi sur le comité de coordination tripartite, *La Voix* avait invité tous les partenaires sociaux y participant à répondre, de manière écrite, à cinq questions clés sur les enjeux de ces négociations qui débutent mercredi. La réponse de Michel Wurth, président de l'union des entreprises luxembourgeoises et président de la Chambre de Commerce, était tellement détaillée que nous n'avons pu la publier dans sa totalité. Mais face à l'intérêt que représente ce texte nous avons décidé de vous le proposer au sein de notre rubrique «tribune libre». Les propos repris ici n'engagent dès lors que leur auteur.

■ Qu'attendez-vous de cette réunion tripartite?

J'attends deux choses. La première, c'est que toutes les parties reconnaissent la gravité de la situation actuelle. La crise qui a débuté en 2008 a entraîné la pire récession économique mondiale de l'histoire récente. Ses répercussions frappent également le Luxembourg. Cette crise a un coût. Ce coût se mesure en termes de croissance perdue, estimée en 2014 à 16 % du PIB ou 6 Mds de valeur ajoutée non créée, de chômage qui augmente vers des niveaux jamais atteints jusqu'à présent et d'emplois non créés du fait du manque de croissance, du déficit de l'Etat qui se creuse et qui atteint actuellement plus de 2 milliards d'euros en 2010 (et qui demeurera d'environ 800 millions d'euros en 2014 même avec une stratégie de sortie de crise) avec par conséquent une augmentation rapide de l'endettement et un rapprochement



Michel Wurth, président de l'UEL

(Photo: Anouk Antony)



Pour sortir de la crise et relancer l'activité économique, il est essentiel de faire une réflexion approfondie sur le positionnement compétitif du Luxembourg

(Photo: Luc Deflorenne)

d'au moins quatre ans «du mur des pensions». Ce n'est qu'au cours des prochaines années que les effets les plus dramatiques commenceront vraiment à se faire sentir. J'attends de l'ensemble des partenaires sociaux une prise de conscience claire et sans ambiguïté de la situation actuelle et future de l'économie luxembourgeoise.

Les entreprises attendent donc de cette réunion tripartite des mesures concrètes pour sortir le pays de la crise, pour parvenir à rétablir une croissance forte et pour garantir la péren-

nité du modèle social luxembourgeois. Le plan d'action doit répondre en détail aux défis posés et doit être mis en place rapidement, sinon le temps jouera contre nous. L'enjeu est de préserver durablement le niveau et la qualité de vie des personnes vivant et travaillant au Luxembourg et d'assurer qu'ils restent parmi les plus élevés au monde. J'espère que le comité de coordination tripartite parviendra à faire émerger un consensus solide autour de mesures fortes et indispensables. Ceci est dans l'intérêt de toutes les parties concernées.

Quel(s) point(s) défendrez-vous coûte que coûte?

Je défendrai jusqu'au bout le projet de rétablir la compétitivité des entreprises luxembourgeoises.

La compétitivité luxembourgeoise s'est érodée au cours des dernières années : le Luxembourg est passé de la 7^e place en 2004 à la 13^e place en 2009 selon l'indicateur synthétique de l'observatoire de la compétitivité. Ce niveau de compétitivité n'est pas compatible avec le modèle social luxembourgeois qui est le plus généreux au monde !

La compétitivité des entreprises génère la croissance dont le pays a besoin. La compétitivité permet d'améliorer durablement le niveau de vie de ses habitants, de leur procurer un haut niveau d'emploi, des salai-

res attractifs et un niveau élevé de cohésion sociale.

Au contraire, la perte de compétitivité nous conduirait dans un cercle vicieux générant chômage, déficits, augmentation des impôts et des dettes pour les générations suivantes.

J'insiste sur ce point : la compétitivité constitue un moyen de relever le niveau de vie et d'améliorer le bien-être social. La compétitivité n'est pas une fin en soi, mais un outil au service du bien-être.

Pour sortir de la crise et relancer l'activité économique, il est essentiel de faire une réflexion approfondie sur le positionnement compétitif du Luxembourg.

Quel(s) sujet(s) jugez-vous tabou?

Aucun. Il ne doit y avoir aucun sujet tabou dans la situation actuelle, car notre responsabilité commune est de façonner l'avenir.

Le gouvernement a choisi trois thèmes (la compétitivité, les finances publiques et l'emploi). Mais il faut, en filigrane des discussions tripartites, garder constamment à l'esprit qu'il existe également d'autres sujets de préoccupations qui sont au cœur du modèle social luxembourgeois : la dette sociale cachée du régime général de pensions, le déficit croissant de l'assurance maladie, le développement de nouvelles niches de compétences en lieu et place des

actuelles niches de souveraineté, etc. Ces sujets sont étroitement liés à l'ordre du jour du Gouvernement et seront donc forcément abordés. Ainsi le maintien du niveau des cotisations sociales est un élément essentiel de la compétitivité coût, de même que l'excédent de trésorerie du régime général des pensions appartient à ce dernier et ne peut pas servir à masquer la réalité que même en 2014, le déficit de l'Etat central restera substantiel.

De même faudra-t-il aborder l'évolution du coût salarial dans les secteurs privé et public et trouver des solutions pour réduire l'écart grandissant avec nos voisins.

Votre état d'esprit pour aborder ces négociations?

Les entreprises abordent ces négociations tripartites dans un esprit constructif. Le modèle social luxembourgeois repose sur le dialogue social, la concertation et la recherche d'un consensus. Je suis convaincu que si tous les partenaires sociaux partagent la même analyse de la situation réelle dans laquelle se trouve aujourd'hui le pays nous parviendrons ensemble à dégaier des solutions concrètes et bénéfiques.

Votre conception de l'avenir du modèle social?

Si tous ceux qui contribuent au fonctionnement de l'économie comprennent que nous sommes à un tournant, alors notre pays sortira renforcé de la crise et notre modèle social sera pérennisé. Notre problème n'est pas seulement luxembourgeois. Il provient également de ce qu'aujourd'hui avec la crise l'Europe a perdu en compétitivité, en croissance et en innovation par rapport aux régions les plus dynamiques dans le monde. Notre ambition ne doit pas seulement se limiter à ce que notre position s'améliore en Europe, mais à ce que l'Europe apprenne de l'échec de l'agenda de Lisbonne et s'engage dans la réforme.

Je suis convaincu que pour que rien ne change, il faudra que beaucoup de choses changent. Notre niveau de vie ne découlera plus de revenus liés à des niches de souveraineté comme c'était le cas au cours des dernières années. A l'avenir, ce sera notre productivité et de nouvelles niches de compétences qui détermineront notre niveau de vie.

Nous sommes attachés au modèle social luxembourgeois et nous savons apprécier les efforts et les compétences de tous les acteurs, dans les secteurs public et privé. Voilà pourquoi nous sommes confiants qu'ensemble le Gouvernement et les partenaires sociaux sauront relever le défi et parvenir à un consensus équilibré et efficace.